

tère, ont été réduits, les versements d'appoint ont disparu et bientôt les pêcheurs ne pourront plus gagner leur vie. Voilà la situation actuelle. L'industrie se meurt lentement, et tout ce qu'ont dit les honorables vis-à-vis aujourd'hui, tout ce qu'on nous dit depuis que nous sommes assez grands pour comprendre l'anglais ou le français, c'est qu'on prendra des mesures bientôt.

Le ministre nous a dit aujourd'hui que nous sommes au bord de quelque chose. Il nous a dit que les prix sont bas mais que les coûts sont élevés. Voilà sa réponse aux intéressés. Dans une situation d'urgence, le ministre a envoyé un télégramme à l'industrie, dans lequel il dit:

Ne comptez pas qu'un nouveau programme d'aide du gouvernement soit mis en vigueur avant la fin de l'année financière actuelle, c'est-à-dire le 31 mars 1969.

Il a d'autre part indiqué aujourd'hui que si les marchés s'améliorent, tout ira bien; dans le cas contraire, l'industrie devra améliorer sa productivité, réduire ses coûts et ses dépenses, afin de se suffire à elle-même. Cela est semblable à ce qu'a dit le ministre à Boston. Il a indiqué que nous avons besoin d'un programme à long terme, d'un programme nouveau, d'un programme d'action.

Permettez-moi de dire au député de Comox-Alberni que si j'en avais le temps, je voudrais développer ces remarques. Dans l'intervalle, je citerai une déclaration, faite en 1964, où le ministre des Pêcheries de l'époque, M. Robichaud, a annoncé à la population canadienne que le gouvernement fédéral allait offrir une Grande Charte à l'industrie de la pêche. Le roi Jean aurait été fier de ce geste en 1964. La déclaration a été citée partout au Canada. Nous allions avoir une Grande Charte pour l'industrie canadienne de la pêche. Si j'avais le temps de citer en détail, je pourrais faire le même genre de discours que celui prononcé à la Chambre aujourd'hui par le ministre des Pêcheries. En tout cas, en 1964, le ministre des Pêcheries a affirmé que les ressources dans les eaux intérieures et les mers limitrophes du Canada pouvaient amener une grande expansion à long terme de l'industrie de la pêche. Il a indiqué que l'avenir du pêcheur s'annonçait brillant, et il continuait en disant sans plaisanterie qu'il fallait également un programme progressiste qui tiendrait compte de notre pêche sportive. C'était en 1964, après la rencontre du ministre avec tous les ministres provinciaux.

Le rapport de la conférence des ministres a été déposé à Ottawa le 24 janvier 1965; en voici un passage:

La conférence a fait ressortir l'importance d'une planification efficace à long terme en vue de pourvoir les ports d'ouvrages et d'aides à la navigation propres à répondre aux besoins croissants des pêcheries côtières et hauturières.

Je voudrais avoir le temps de vous lire toute la déclaration du ministre des Pêcheries d'alors et de la comparer à ce que l'actuel ministre des Pêcheries a dit ici aujourd'hui. Nous l'avons entendu définir les problèmes. Il nous a fait une conférence. Si les paroles pouvaient régler nos problèmes, nous ferions les plus grands progrès qu'a faits le Canada depuis qu'il existe, et sans doute dois-je m'excuser de mettre mon petit grain de sel dans cette discussion.

Une voix: Le député peut-il dire si le ministre des Pêcheries d'alors parlait d'un plan à long terme pour résoudre les problèmes de mise en marché?

M. Lundrigan: Je conseille à tous les députés, surtout à ceux de l'arrière-ban, de lire le compte rendu de la conférence de 1964. Cette longue et remarquable conférence réunissait des ministres des diverses provinces. Même le premier ministre de Terre-Neuve était présent, et telle est la déclaration qui a résulté de la conférence et que l'ancien premier ministre a citée à un député de Terre-Neuve.

Je ne pense pas que l'on puisse tenir le ministre responsable de l'attitude du gouvernement terre-neuvien, qui est la cause de beaucoup des difficultés actuelles de l'industrie de la pêche. Nous ne pouvons non plus le tenir responsable de l'attitude du gouvernement à l'égard de l'aide extérieure, mais un peu d'encouragement réduirait le problème quelque peu.

L'industrie de la pêche au Canada a été traitée comme le parent pauvre de l'économie canadienne. C'est la raison des très graves difficultés qui nous assaillent actuellement. Nous ne pouvons pas tenir le gouvernement responsable de la non-productivité ou d'une attitude parfois suspecte des marchands, et j'emploie ce mot de propos délibéré. Nous ne pouvons pas tenir le ministre responsable des attitudes stériles des pêcheurs ni du peu de diversification dans l'industrie. Nous pouvons tenir le gouvernement et le ministre responsables de la position officielle du Canada à l'endroit du gouvernement américain, car je crois que nous devons établir une commission pour le soutien des prix entre les industries, afin de régler nos problèmes et affronter les États-Unis au sujet de notre industrie de la pêche. Cela nous permettrait de dicter nos exigences en ce qui concerne cette industrie. Cependant, le gouvernement fédéral se fiche éperdument de ces choses. J'espère que vous excuserez ma façon de parler, mais il est évident que nous n'aurons jamais une politique de la pêche.